



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC SPS

**Mission de CSPA relative aux Travaux de
restructuration pour la création d'une maternité IIB –
Site Montimaran.**

Centre Hospitalier de Béziers
2 rue Valentin Haüy
BP 740
34525 BEZIERS
Tél : 0467357884

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	3
1.1 - Objet du contrat.....	3
1.2 - Décomposition du contrat	3
2 - Pièces contractuelles.....	3
3 - Intervenants.....	3
3.1 - Contrôle technique	3
4 - Missions.....	3
5 - Durée et délais d'exécution.....	4
5.1 - Durée du contrat	4
6 - Prix	4
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	4
6.2 - Modalités de variation des prix.....	4
7 - Garanties Financières.....	4
8 - Avance.....	4
9 - Modalités de règlement des comptes	5
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	5
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	5
9.3 - Délai global de paiement.....	6
9.4 - Paiement des cotraitants.....	6
10 - Conditions d'exécution des prestations	6
10.1 - Autorité du coordonnateur SPS.....	6
10.2 - Moyens donnés au coordonnateur SPS.....	6
10.3 - Obligations du coordonnateur SPS.....	7
10.4 - Désignation de suppléants au coordonnateur.....	8
10.5 - Modifications techniques.....	8
10.6 - Arrêt de l'exécution des prestations	8
10.7 - Achèvement de la mission	8
11 - Constatation de l'exécution des prestations.....	8
11.1 - Vérifications.....	8
11.2 - Décision après vérification	8
12 - Garantie des prestations.....	8
13 - Pénalités.....	9
13.1 - Pénalités de retard	9
13.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	9
13.3 - Autres pénalités spécifiques	9
14 - Assurances.....	9
15 - Résiliation du contrat	9
15.1 - Conditions de résiliation	9
15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	9
16 - Règlement des litiges et langues.....	10
17 - Dérogations	10

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Conformément aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières concernent la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs relative à l'opération de la catégorie I (Phase conception et réalisation), au sens de l'article R.4532-31 du Code du travail.

Mission de CSPS relative aux Travaux de restructuration pour la création d'une maternité IIB – Site Montimaran.

Lieu(x) d'exécution :

Centre Hospitalier de Béziers – Site Montimaran – 2, rue Valentin Haüy – 34500 Béziers

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) pour la seule partie fixant les prix unitaires
- Le mémoire technique du titulaire pour la seule partie décrivant les moyens mis en œuvre pour l'exécution de sa mission

3 - Intervenants

3.1 - Contrôle technique

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

4 - Missions

Le détail des missions est le suivant :

Type	Mission(s)	Désignation
Conception	P1	Analyse APS
Conception	P2	Analyse APD
Conception	P3	Analyse PRO
Conception	P4	Remise du D.I.U.O. version 1
Conception	P5	Remise PGC
Réalisation	P6	Diffusion des comptes rendus de visite sur chantier (phase travaux)
Réalisation	P7	Remise du D.I.U.O. version finale (phase réception)

Voir pour compléments le CCTP.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

L'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Les délais et dates prévisionnelles d'exécution sont les suivantes :

Intervention coordonnateur	Délai	Date prév. de début	Date prév. de fin
Conception	6,5 mois		
Réalisation	7 mois		

Une interruption de délai d'environ 3 mois est prévue entre la phase conception et la phase réalisation. Ainsi, la durée prévisionnelle se décompose ainsi : 6,5 mois (phase conception) + 3 mois + 7 mois (phase travaux) + 12 mois (GPA).

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Ce prix tient compte :

- du temps passé pour accomplir la mission,
- des frais de déplacement et de transport,
- des frais de secrétariat (édition, duplication, tirage et envoi de documents),
- d'un nombre forfaitaire de vacations, pendant la période de garantie de parfait achèvement, mentionné à l'acte d'engagement.

La mission s'étend sur la durée de l'opération, le délai prévisionnel (études et travaux) pouvant varier, il ne remet pas en cause le forfait de rémunération du CSPS.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{ING} (n) / \text{ING} (0))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (0) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Le règlement des sommes dues au coordonnateur fera l'objet d'acomptes en fonction de l'avancement des missions sur la base d'un échéancier et d'un mémoire produit par le coordonnateur et conformément à la répartition des honoraires définie en annexe du marché.

Pour le versement du solde, le coordonnateur adressera son projet de décompte à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG-PI et seront établies en un original et 2 copie(s) portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale ;

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

Centre Hospitalier de Béziers
Direction des Services Techniques
2 rue Valentin Haüy
BP 740
34525 BEZIERS

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

10 - Conditions d'exécution des prestations

La coordination sécurité interviendra dans les conditions définies ci-dessous ainsi que dans le CCTP.

10.1 - Autorité du coordonnateur SPS

En préalable, il est précisé que le coordonnateur a libre accès au chantier en respectant les principes de sécurité ainsi qu'au bureau de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'oeuvre le cas échéant.

Le coordonnateur doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'oeuvre sans délai, et par tous les moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. Cette information doit être confirmée par écrit. Il est aussi fait mention de ces violations dans le Registre-journal de la Coordination (RJC).

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), le coordonnateur doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. La notification de ces arrêts est consignée au Registre-journal de la Coordination. Les reprises décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur, sont également consignées dans le Registre-journal de la Coordination.

Tout différend entre le coordonnateur et l'un des intervenants du chantier est soumis au maître d'ouvrage.

10.2 - Moyens donnés au coordonnateur SPS

Obligations du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage communique au coordonnateur :

- avant de les approuver, tous les documents d'étude relatifs aux « Elément Avant Projet » et « Elément Projet » ;
- le nom du ou des éventuels chefs d'établissement dont les activités interfèrent avec le chantier ;
- au fur et à mesure de leurs désignations, les noms et missions des intervenants mentionnés au présent document ainsi que des entrepreneurs et de leurs sous-traitants éventuels. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- la liste, tenue à jour, des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier.

Il informe le coordonnateur des réunions qu'il organise auxquelles ce dernier est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes-rendus de ces réunions.

Pour les opérations de **CATEGORIE I**, le maître d'ouvrage communique au coordonnateur la décision de constitution du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) ainsi que ses compléments éventuels.

Il remet au coordonnateur, avant le commencement de sa mission, un exemplaire du ou des Dossiers d'Intervention Ultime sur l'Ouvrage (DIUO) existants.

Dispositions prises par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage prend toutes dispositions pour que le coordonnateur puisse se faire communiquer tous documents et informations, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (entreprises, maître d'œuvre, bureau de contrôle technique ...) et en particulier :

- l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- tous les documents d'exécution des ouvrages ;
- les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux, y compris les travaux de levées de réserves ;
- l'ensemble des documents et ordres de services relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la copie des déclarations d'accidents de travail ;
- par les différents cocontractants du maître d'ouvrage, la liste, tenue à jour, des personnes qu'ils autorisent à accéder au chantier ;
- par les différents titulaires des contrats de travaux qu'il a conclu, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- de l'intervention de toute entreprise au titre de la « garantie de parfait achèvement » prévue par l'article 44 du CCAG-Travaux.

En ce sens, les entreprises doivent communiquer au coordonnateur le nom de leurs représentants siégeant au Collège Interentreprises de Sécurité, de santé et des Conditions de Travail.

Quant au maître d'œuvre, il doit communiquer au coordonnateur les mesures d'organisation générales du chantier. Il l'informe aussi de toutes les réunions auxquelles il est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle ne lui soit adressée. Le coordonnateur est destinataire des comptes rendus de ces réunions.

10.3 - Obligations du coordonnateur SPS

Dès que le programme d'exécution des travaux est établi, le coordonnateur remet au maître d'ouvrage son programme prévisionnel d'intervention sur le chantier. En tout état de cause, il participe à toutes les réunions, en particulier de chantier, nécessaires à la bonne exécution de sa mission. A la fin de chaque mois, il remet au maître d'ouvrage un compte rendu d'avancement de l'exécution de sa mission.

Les délais dans lesquels le coordonnateur est tenu d'accomplir les actes relevant de sa mission sont définis dans les conditions suivantes :

Phase conception :

- remise suite analyse APS : 10 jours calendaires à compter de la réception de l'APS
- remise suite analyse APD : 10 jours calendaires à compter de la réception de l'APD
- remise suite analyse PRO: 10 jours calendaires à compter de la réception du PRO
- remise du PGC : 15 jours calendaires après validation par le maître d'ouvrage de l'élément PRO

Phase travaux :

- diffusion des comptes rendus de visite sur chantier : au plus tard 24 h après la visite sur site

Phase réception :

- remise du D.I.U.O. version finale : 15 jours calendaires après la dernière décision de réception du maître d'ouvrage

Dès l'ouverture du chantier ou à la signature du marché (articles R. 4532-11 à 16 du Code du travail) un exemplaire de chacun des documents suivants est consultable :

Béziers.

Documents
Registre Journal
Plan Général de Coordination en matière de SPS

10.4 - Désignation de suppléants au coordonnateur

La personne physique désignée par le titulaire pour exercer la mission de coordination en matière de SPS doit, en permanence pendant toute la durée du marché, posséder l'attestation requise par l'article R.4532-31 du Code du travail sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché, la même personne physique comme coordonnateur. Ainsi, le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire.

A la demande du maître d'ouvrage, des suppléants ont pu être désignés par le titulaire dans son offre et acceptés par le maître d'ouvrage. Dans ce cas, le remplacement de la personne physique se fera par un simple échange de courrier entre le titulaire du marché et le maître de l'ouvrage. Dans le cas contraire, la nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le maître d'ouvrage, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, dans les conditions suivantes :

- le titulaire propose au maître d'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au premier alinéa à l'article 3.4.3 du CCAG-PI. Cette demande sera accompagnée de l'attestation de compétence de la nouvelle personne physique ;
- le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 10 jours pour agréer le nouveau coordonnateur. L'accord du maître d'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique doit être impérativement formalisé par une décision écrite du pouvoir adjudicateur.
- si le maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. A défaut ou si le maître d'ouvrage récuse également ce remplaçant la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 32 du CCAG-PI.

Le coordonnateur, ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouveau coordonnateur désigné pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au maître d'ouvrage. Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 7 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage.

Le nouveau coordonnateur accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la Protection de la santé des Travailleurs.

10.5 - Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose.

10.6 - Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 20 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCAP.

10.7 - Achèvement de la mission

L'intervention du coordonnateur s'achève à la fin de la Garantie de Parfait Achèvement.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans un délai de 1 mois à compter de la date de livraison, conformément aux articles 26 et 27 du CCAG-PI (à l'exception du délai).

11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 27 du CCAG-PI.

12 - Garantie des prestations

Aucune garantie n'est prévue.

13 - Pénalités

13.1 - Pénalités de retard

Voir le détail des pénalités article 13.3

13.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquiesce pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

13.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Absence aux réunions mensuelles	Forfaitaire	100,00 €	A chaque absence aux réunions mensuelles de Maîtrise d'oeuvre/Maîtrise d'ouvrage et ce pendant toutes les phases de l'opération (Conception et réalisation)
Retard dans les notes APS, APD, PRO	Journalière	75,00 €	Phase Etudes de conception
Retard PGC	Journalière	75,00 €	Phase Etudes de conception
Retard DIUO version 1	Journalière	75,00 €	Phase Etudes de conception
Retard CR visite sur site	Journalière	50,00 €	Phase Travaux et Réception
Retard DIUO version finale	Journalière	75,00 €	Phase Travaux et Réception

14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

15 - Résiliation du contrat

15.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 29 à 36 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article 48 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 51-III du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

16 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Montpellier est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

17 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 10.4 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 26.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles